

Questions orales

Monsieur le Président, je demande donc à la CCN d'être à nouveau généreuse et de permettre à la Maison d'amitié de continuer de travailler dans ma circonscription, de faire son travail sérieux et méritoire. La CCN devra peut-être, comme bien d'autres agences gouvernementales, comprendre qu'on doit prêcher par l'exemple et que le gouvernement se doit de porter son attention et de donner son aide à la Maison d'amitié.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL**ON DEMANDE QUI PREND LES DÉCISIONS**

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, hier j'ai soulevé les problèmes extrêmement sérieux que rencontrait la ville de Murdochville à la suite de la mise à pied de plusieurs travailleurs.

Ce gouvernement semble mettre de côté complètement la priorité du développement régional. Non seulement les programmes ont-ils été coupés de plusieurs milliards de dollars, mais voilà que le ministère de l'Expansion industrielle régionale est sous enquête administrative, qu'une partie des décisions sont prises au Bureau du premier ministre, une autre au bureau du vice-premier ministre, de telle sorte que les gens de la Gaspésie se demandent qui prend les décisions pour le développement régional de la Gaspésie. Nous avons un projet de développement à Matane pour une papeterie. Les décisions ne viennent pas. Il y a 400 personnes qui ont perdu leurs emplois à Murdochville et les décisions ne viennent pas. Durant ce temps-là, c'est un autre ministre qui se promène en Gaspésie pour préparer la deuxième phase du Plan de développement de l'Est. On sait qu'en 1983, il y avait eu un plan d'au-delà de 250 millions de dollars et, aujourd'hui, c'est la ministre des Approvisionnement et Services (M^{me} Vézina) qui n'a pas été capable de convaincre son collègue de la Défense de l'importance du développement régional dans les budgets de la Défense qui fait la consultation pour la deuxième phase.

Je demande à ce gouvernement: Qui prend les décisions au niveau du développement régional?

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT**LES PLUIES ACIDES—LE RAPPORT DES ENVOYÉS SPÉCIAUX—LA RECOMMANDATION CONCERNANT DES RECHERCHES PLUS POUSSÉES**

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Avec le recul du temps, monsieur le Président, nous nous rendons compte de plus en plus que le gouvernement a eu tort d'accepter les recommandations qui figurent dans le rapport des envoyés spéciaux sur les pluies acides.

En ma qualité de membre du comité des pluies acides et à la veille de notre visite à Washington pour y rencontrer des parlementaires américains, je dois conclure que la position des Canadiens serait maintenant beaucoup plus solide si le premier

ministre (M. Mulroney) avait rejeté les recommandations des envoyés prévoyant un délai de cinq ans de recherches et de démonstration.

A ce rythme, en 1991, le Canada attendra encore les conclusions des scientifiques américains, pendant que les représentants canadiens et leurs successeurs procéderont à des négociations bidons avec leurs homologues américains.

Le premier ministre n'a pas dit dès le départ au président Reagan que nous tenions à ce que les États-Unis réduisent la pollution massive due aux pluies acides qui tous les jours franchit la frontière canadienne. Dans cette conjoncture, alors que les pluies acides rongent la santé des hommes et détruisent l'eau, le sol et les forêts, le gouvernement a l'air inepte, impotent et inefficace. Quelle supercherie!

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE**LES DÉPENSES POUR LA DÉFENSE NATIONALE—LES OPINIONS DE LA MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES**

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre chargé de l'Expansion industrielle régionale, quel qu'il soit.

Le premier ministre a annoncé, il y a moins d'une semaine, le nouveau programme des perspectives de l'Atlantique, à Saint-Jean de Terre-Neuve, et proclamé que tout allait pour le mieux sur le plan de l'expansion économique régionale, mais voilà maintenant la ministre des Approvisionnement et Services qui déclare que la moitié du pays se lamente et que le ministre de la Défense nationale, qui propose un budget de défense de 183 milliards, est trop jeune pour comprendre. Le ministre doit ses difficultés non pas à sa jeunesse, mais à son idéologie conservatrice. Je demande au ministre de l'Expansion industrielle régionale s'il pense, comme la ministre des Approvisionnement et Services, que le ministère de la Défense devrait payer un supplément sur ses contrats pour favoriser l'expansion économique dans les régions très touchées par le chômage?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, décidément ce parti n'a absolument rien compris au développement régional. Nous avons justement dit depuis 1984 la nécessité d'assurer que le développement régional se fasse en étant beaucoup plus sensible et beaucoup plus près des problèmes des régions. C'est pour cela, monsieur le Président, que nous avons annoncé la semaine dernière la création de l'Agence des perspectives de l'Atlantique. Nous y avons été d'un appui de plus d'un milliard de dollars, ce qui créera de nombreux emplois et justement c'est ce genre d'initiative qui était anticipée, non seulement par les premiers ministres de ces provinces-là, monsieur le Président, mais également par toute la population de l'Atlantique.